



UNION INTERPARLEMENTAIRE

5, CHEMIN DU POMMIER
CASE POSTALE 330
1218 LE GRAND-SACONNEX / GENÈVE (SUISSE)

TELEPHONE (41.22) 919 41 50 - FAX (41.22) 919 41 60 - E-MAIL postbox@mail.ipu.org
TELEGRAPHIC ADDRESS : INTERPARLEMENT GENEVE

REMARQUES DU SECRETAIRE GENERAL DE L'UIP, ANDERS B. JOHNSON,
A LA CONFERENCE ECONOMIQUE DE L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OSCE
Dublin, 27 - 29 mai 2009

Je vous remercie de m'avoir invité à prononcer quelques mots à la présente session consacrée à la régulation et à la bonne gouvernance du secteur financier.

Mes remarques d'aujourd'hui porteront principalement sur les débats qui ont eu lieu il y a deux semaines à Genève, où l'Union interparlementaire a organisé une conférence parlementaire mondiale sur la crise économique. Durant les deux jours qu'a duré cette conférence, 400 personnes : législateurs, fonctionnaires parlementaires, experts de commissions traitant des questions financières, bancaires, économiques, sociales et de développement dans plus de 80 parlements se sont intéressés aux enseignements que l'on pouvait d'ores et déjà tirer de la crise ainsi que des politiques à mettre en œuvre.

Je me concentrerai sur quatre grands domaines où une intervention des parlementaires était jugée essentielle par eux, notamment dans une optique de bonne gouvernance.

Premier point, il faut relancer l'économie, créer des emplois, réparer le système financier, rétablir la confiance et donner une impulsion forte au commerce et à l'investissement. La réponse immédiate à la crise implique donc de déboursier des fonds de relance extrêmement conséquents. Nous devons veiller à une transparence beaucoup plus grande et les parlements ont une responsabilité particulière à cet égard. Certains d'entre eux - je pense notamment au Parlement allemand - ont déjà commencé à mettre en place des procédures et mécanismes spéciaux pour assurer le contrôle parlementaire des plans de sauvetage.

Le système de gouvernance en vigueur dans pratiquement tous les pays du monde repose sur l'idée fondamentale que les citoyens contrôlent le fonctionnement du gouvernement et des institutions publiques par l'entremise d'un parlement élu. Aussi les parlements doivent-ils se remettre en question pour essayer de comprendre pourquoi ils n'ont pas su mieux s'acquitter de cette responsabilité. Ce processus a commencé et je suis certain que nous verrons nombre de parlements renforcer considérablement leur capacité de contrôle à l'avenir.

Permettez-moi d'ajouter à ce sujet que ce matin nous avons pris connaissance d'une initiative importante - l'Initiative de transparence des industries extractives - qui vise à assurer la transparence et la fiabilité du secteur de l'extraction. L'un des ingrédients fondamentaux, à ce qu'on nous dit, est le contrôle qui serait assuré par un « groupe multipartite » composé de représentants de la société civile, de parlementaires et d'acteurs du monde de l'entreprise. Tout en me félicitant de cette initiative, je trouve néanmoins

triste qu'il y ait besoin d'un tel groupe. Il va de soi qu'il faut que les parlements exercent le contrôle nécessaire - cela fait partie de leur mandat - et il importe qu'ils le fassent en partenariat avec la société civile et les autres acteurs de la société, notamment ceux du secteur concerné.

Deuxième point, la crise atteint progressivement tous les pays, en particulier les pays en développement et les pays les moins avancés. Globalement, ils n'ont pas les moyens d'y faire face. Ils vont avoir besoin d'une aide internationale. Cela ne signifie pas toutefois que nous devons prendre de nouveaux engagements, mais bien honorer les engagements qui ont été pris à Gleneagles, à l'ONU et dans tant d'autres réunions.

Il importe que les parlements soient très attentifs à ces questions. Si nous prenons une minute pour y réfléchir, la façon dont nous, la communauté internationale, nous hâtons de faire des promesses et de les oublier, est proprement scandaleuse. Et vous êtes probablement les seuls à pouvoir remédier à cet état de fait en évoquant régulièrement la question au Parlement, en ralliant l'opinion publique à l'aide au développement et, enfin, en interrogeant les ministres et en leur demandant des comptes aussi stricts que possible quant à la mise en œuvre de ce qui a été convenu.

Troisième point, il nous faut une gouvernance accrue et de meilleure qualité du secteur financier, une gouvernance dans laquelle l'Etat aura un rôle plus affirmé. Il faut soumettre le système financier à des contrôles plus stricts et les parlements ont un rôle majeur à jouer pour que cela soit bien le cas. Il faut que le système bancaire soit beaucoup plus transparent qu'il ne l'a été jusqu'à présent, tant au plan interne que vis-à-vis de l'extérieur et je voudrais ajouter que cela vaut aussi pour les banques centrales. Certaines banques centrales ont en effet pris des mesures pour venir en aide à des institutions financières qui ont exposé les contribuables à des risques importants sans l'aval du Parlement ou du Congrès.

Il faut aussi mieux encadrer les agences de notation de crédit et les soumettre à des contrôles afin de veiller à ce que les informations qu'elles publient ne soient pas trompeuses. Mais il ne s'agit pas uniquement du système financier et bancaire. Il importe que les pays trouvent un juste équilibre entre le rôle de l'Etat, la dynamique du marché et les aspirations de la société.

L'emploi doit être au cœur du débat. La santé de l'économie mondiale ne doit pas être mesurée à l'aune de la reprise des marchés boursiers, mais plutôt en fonction de sa capacité à fournir des emplois dignes de ce nom. Le traitement de la crise pourrait bien s'étaler sur près d'une décennie. Et il faudra probablement abandonner des emplois informels dans des économies tournées vers l'exportation au profit d'une expansion des marchés intérieurs et d'une progression de la consommation intérieure.

Nous devons aussi prendre conscience que la crise n'a pas les mêmes répercussions pour les hommes et pour les femmes. Elle risque non seulement de figer des inégalités déjà enracinées, mais il est même probable qu'elle va les exacerber et que les femmes vont s'enliser un peu plus dans la pauvreté. Or, les femmes sont un élément moteur pour l'économie, au plan tant formel qu'informel, et les solutions à la crise doivent donc miser sur leur potentiel, tenir compte de ce qu'elles apportent et favoriser l'égalité des sexes.

Il s'agit là d'autant de questions fondamentales de politique publique qui demandent à être examinées et débattues au sein de la société et du Parlement. Le débat a commencé, mais il reste encore beaucoup à faire. Les échanges qui ont eu lieu dans le cadre de la

conférence parlementaire ont clairement démontré que les solutions à rechercher ne pourront se limiter à des mesures immédiates d'injection de fonds dans l'économie. Pour un avenir durable, il faut des investissements à long terme et non une nouvelle bulle de consommation. Il faut un investissement à forte intensité de main d'œuvre dans l'infrastructure. Pour ce faire, une des mesures clés doit être un investissement public fort dans les énergies durables.

Nous devons aussi tenir compte de la nécessité de systèmes plus efficaces pour la perception des impôts dans nos pays respectifs. Par ailleurs, il importe que les politiques et programmes soient élaborés dans un souci d'égalité des sexes et s'accompagnent d'instruments tels que la budgétisation paritaire.

Enfin, quatrième point, certains de nos échanges ont porté sur les institutions financières internationales et sur la nécessité de les reformer. Il a été dit que les prêts accordés par le Fonds monétaire international ne devaient plus être assortis des clauses traditionnelles de conditionnalité et qu'ils ne devaient pas être accordés au détriment des biens publics et de la protection sociale.

Les parlementaires souhaitent concourir à l'édification d'un nouveau système mieux adapté aux aspirations les plus profondes des citoyens. Il faut veiller à une interaction beaucoup plus étroite avec les institutions financières internationales dans un effort de renforcement du contrôle parlementaire.

Le débat sur la bonne gouvernance des institutions financières internationales ne doit pas être ramené à un débat sur des droits de vote. Il doit au contraire nécessairement viser à rendre ces institutions plus réceptives aux besoins réels des citoyens et à les ouvrir à un contrôle et un appui parlementaires accrus.

Durant la dernière décennie, l'UIP s'est efforcée avec les parlements de donner une dimension parlementaire au travail de l'ONU. La résolution de l'Assemblée générale de l'année dernière sur la coopération entre les Nations Unies et l'Union interparlementaire a permis à cette démarche de faire un grand bond en avant. Nous proposons de mettre en place un processus analogue avec les institutions de Bretton Woods. Ces institutions et les pays qu'elles doivent servir ont en effet fort à gagner d'une coopération accrue avec les parlements et l'UIP.

Permettez-moi d'ajouter deux mots à propos du rapport de la Commission d'experts du Président de l'Assemblée générale de l'ONU dirigée par le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz. Ce rapport qui vient de paraître est disponible sur le site web de l'ONU. Je vous le recommande. Vous y trouverez des données et des analyses très intéressantes ainsi que des vérités élémentaires.

La crise actuelle est une crise mondiale. Il lui faut une réponse mondiale. La réforme du système financier international doit avoir pour objet d'assurer un meilleur fonctionnement du système économique mondial pour le bien de l'ensemble de la planète. Le rapport de la Commission d'experts s'achève en concluant qu'alors que nous essayons de remédier à la crise, nous ne devons pas perdre de vue qu'il faut remédier à ses causes sous-jacentes. Les systèmes économiques nationaux qui entraînent des inégalités importantes posent des problèmes non seulement sur le plan social et politique, mais aussi pour la viabilité de l'économie, avec des accroissements excessifs de l'endettement des ménages et de la dette publique.

Autre élément important, notre réponse à la crise doit tenir pleinement compte du besoin de transformer le présent mode de croissance et viser à ralentir la surexploitation des ressources naturelles, en particulier des réserves pétrolières. Aussi pourrait-il être utile que les échanges de ce matin traitent notamment des politiques, des lois et autres réglementations dont il faut se doter pour assurer l'investissement dans de nouvelles technologies environnementales et énergétiques.

Je vous remercie.